



CERTIFIE ISO 9001 et 14001

FONDS SPECIAL D'EQUIPEMENT ET D'INTERVENTION INTERCOMMUNALE

DIRECTION GENERALE

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET N°

DD7/ASMI/FEICOM/DG/2024 DU 13 DEC 2024

POUR LA PREQUALIFICATION DES BUREAUX D'ETUDES EN VUE DE LA REALISATION
D'UNE ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL SOMMAIRE DU PROJET DE
CONSTRUCTION DE L'IMMEUBLE DEVANT ABRITER LES SERVICES DE L'AGENCE
REGIONALE DU FEICOM POUR LE CENTRE

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Fonds Spécial d'Equipeement et d'Intervention Intercommunale (FEICOM) s'est engagé depuis 2013 dans un programme de construction de bâtiments devant abriter ses services régionaux dans les dix (10) régions du pays et également son siège social.

A ce jour, en plus du bâtiment de la Direction Générale, les édifices accueillant les représentations régionales de l'organisme pour **l'Adamaoua, l'Est, l'Extrême-Nord, le Nord, le Sud, le Sud-Ouest et l'Ouest** sont déjà achevés et mis en service, pendant que ceux du **Littoral et du Nord-Ouest** sont en cours d'exécution.

Le chronogramme de mise en œuvre dudit programme prévoit pour cet exercice et les prochains, entre autres la réalisation d'une étude d'impact environnemental et social sommaire du projet de construction de l'immeuble devant abriter les services de l'Agence Régionale du FEICOM pour le Centre, comme stipulé dans le Décret n°2013/0171/PM du 14 février 2013, définissant les modalités de réalisation des Etudes d'Impact Environnemental et Social.

Développées en interne par une équipe pluridisciplinaire de personnels du FEICOM, les études architecturales et techniques ont conduit à la proposition d'un/d'une :

- bâtiment principal : c'est le siège de l'Agence. Il abritera les espaces (Bureaux, salle de réunions, restaurant, etc.) nécessaires à l'épanouissement des différents clients internes et externes ;
- salle des archives générales du FEICOM : elle permettra de stocker toute la documentation physique et numérique de l'institution ;
- salle polyvalente : elle permettra d'abriter les différentes activités de l'institution.

II. OBJET DE LA PRESTATION

Le Directeur Général du FEICOM, Maître d'Ouvrage, lance un Avis de sollicitation à manifestation d'intérêt en vue de la pré-qualification des Cabinets d'étude pour étude d'impact environnemental et social sommaire du projet de construction de l'immeuble devant abriter les services de l'Agence Régionale FEICOM du Centre à Yaoundé.

L'objectif de la mission est d'inventorier et de décrire les impacts du projet de construction de l'immeuble devant abriter les services de l'Agence Régionale FEICOM pour le Centre sur l'environnement, et de prescrire des mesures d'atténuation et d'optimisation à mettre en œuvre lors de la mise en exécution du projet. Elle permettra de garantir que les préoccupations liées à l'environnement biologique, physique et socioéconomique sont prises en compte dans les différentes opérations du projet.

De manière spécifique, il est question de/d' :

- ✓ Inventorier et décrire les impacts environnementaux, socioéconomiques et culturels du projet;
- ✓ Proposer des mesures d'optimisation pour les impacts positifs ;
- ✓ Proposer les mesures d'atténuation et/ou de compensation pour les impacts négatifs ;
- ✓ Proposer un Plan de Gestion Environnementale et Sociale intégrant une estimation des dépenses relatives à la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales prescrites;

- ✓ Identifier s'il y a lieu la population concernée par le déplacement physique ou économique et rappeler les étapes d'identification, d'évaluation des biens ou des pertes de revenus, l'évaluation de la compensation et le suivi-évaluation des actions de compensation conformément à la réglementation nationale.

III. NATURE ET CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations qui seront effectuées par le Cabinet qualifié suivant la procédure d'attribution par Appel d'offres National Restreint devra :

- ✓ présenter un aperçu général du contenu du document sous forme d'un résumé non technique en français et en anglais simple;
- ✓ fournir les informations générales sur le projet, notamment sa nature, son promoteur, et les raisons du choix de son site, le contexte de l'étude, l'objectif de l'EIESS, la méthodologie et la structuration du document;
- ✓ présenter les objectifs du projet et le décrire. Cette description du projet devra être sanctionnée par la présentation d'une liste des activités sources d'impact ;
- ✓ rappeler tous les éléments juridiques qui encadrent la protection et la gestion de l'environnement au Cameroun en rapport avec les travaux de construction d'un immeuble de ce type. Les principaux intervenants institutionnels susceptibles d'être impliqués seront également présentés ;
- ✓ définir un état de référence rigoureux. Dans un premier temps, il doit délimiter la zone d'impact direct, (les principales limites qui doivent être établies sont les limites spatiales, temporelles, et juridiques, ainsi que la délimitation des éléments de l'écosystème et des éléments sociaux pertinents et essentiels à l'évaluation), dans un second temps, décrire les éléments pertinents des milieux naturel et humain composant cette aire d'étude. La délimitation de la zone d'étude permettra de limiter la quantité d'informations à réunir et à analyser à un niveau maniable ;
- ✓ Identifier toute modification importante des conditions environnementales de base susceptibles de découler de la construction et de l'exploitation de l'immeuble devant abriter les services de l'Agence FEICOM Yaoundé. Une fois que l'étude établira qu'un impact est susceptible de se produire, elle devra l'évaluer. Dans ce contexte, il considérera les impacts positifs et négatifs, directs et indirects et, le cas échéant, synergiques, différés et irréversibles liés aux activités du projet. Les conséquences éventuelles d'événements perturbateurs seront également abordées dans cette rubrique ;
- ✓ Déterminer pour chaque impact identifié des mesures environnementales, économiques, et/ou sociales appropriées, concrètes, et réalistes. Ainsi, des mesures d'optimisation seront proposées pour les impacts positifs, des mesures de prévention ou d'atténuation pour les impacts négatifs. Sur la base des impacts résiduels estimés, des mesures de compensation seront proposées ;
- ✓ Consulter les principales parties prenantes concernées ou intéressées par le projet et l'étude. Il s'agit notamment du promoteur du projet, des autorités administratives, municipales et traditionnelles locales, des responsables des services déconcentrés de l'Etat (MINEPDED, MINDUH, etc.), les populations ou établissements riverain (e)s ;
- ✓ Elaborer un Plan de Gestion Environnemental et Social (PGES) qui devra être concret, pratique et opérationnel. Il sera élaboré en vue d'assurer l'insertion harmonieuse du projet dans son milieu récepteur. À cet effet, il doit définir le contexte de mise en œuvre des mesures élaborées par le Consultant en vue d'atténuer, d'optimiser et de compenser les impacts identifiés lors de l'étude. Par ailleurs, en vue de s'assurer de la réalisation des activités suivant le principe de la saine gestion, le PGES doit fixer le cadre et les conditions de surveillance et de suivi de la mise en œuvre desdites mesures.

IV. CONDITIONS DE PARTICIPATION

Le présent Avis de sollicitation à manifestation d'intérêt s'adresse aux cabinets d'étude agréés par le MINEPDED.

V. METHODOLOGIE ET/OU APPROCHE

Dans la réalisation de l'EIESS, l'équipe de consultants travaillera en conformité avec le Décret n° 2013/0171/PM du 14 février 2013, définissant les modalités de réalisation des Etudes d'Impact Environnemental et Social.

VI. CRITÈRES DE QUALIFICATION OU D'ÉVALUATION

VI.1 critères éliminatoires :

- a) Dossier administratif resté incomplet ou non conforme 48 heures après l'ouverture des plis ;
- b) Note technique inférieure à 70% ;
- c) Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- d) Présence d'un CV d'un même expert dans plusieurs dossiers ;
- e) Absence d'agrément du MINEPDED.

VI.2 Critères essentiels :

- a) Présentation générale de l'offre ;
- b) Références du Cabinet pour des missions similaires ;
- c) Références du personnel clé ;
- d) Composition de l'équipe ;
- e) Moyens logistiques.

VII. DOSSIERS ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Pour le Dossier Administratif, les pièces administratives suivantes sont requises

:

- Une lettre de manifestation d'intérêt timbrée ;
- Un Certificat de non exclusion des marchés publics délivré par l'ARMP ;
- Une copie de l'attestation d'immatriculation timbrée ;
- Une expédition des actes constitutifs du Cabinet ou une copie légalisée de l'inscription au Registre de commerce et du Crédit Mobilier ;
- Une attestation de conformité fiscale timbrée ;
- Un plan de localisation signé sur l'honneur précisant la commune du lieu de l'établissement, la dénomination du quartier et le lieu-dit ;
- Une attestation de non-faillite délivrée par le Greffe du Tribunal du lieu du siège social de l'Entreprise ;
- Une attestation de soumission délivrée par la CNPS ;

*** NB : Toutes les pièces fiscales devront être datées de moins de trois (03) mois.**

Pour le Dossier Technique, les documents ci-dessous doivent être produits :

- a) Chaque Cabinet fournira :

- ✓ Un dossier de références techniques présentant les références d'au moins cinq (05) activités similaires réalisées au cours des cinq dernières années, présentant : le projet, le commanditaire, le coût des prestations, les procès-verbaux de réception ou de recette.
- ✓ Une note présentant l'organisation de l'équipe comportant diverses compétences :
- **Un Chef de Mission Socio-Environnementaliste :**
Il devra correspondre notamment au profil suivant :
 - Être titulaire d'un diplôme universitaire (Bac + 5 minimum) en science de l'environnement ou équivalent ;
 - Avoir au moins dix (10) années d'expérience globale dont sept (7) dans le domaine de gestion et d'évaluations environnementales et sociales de projets ;
 - Avoir participé en tant que Chef de Mission à au moins trois (3) études d'impact environnemental et social de projets dans les cinq (5) dernières années, dont au moins deux (2) projets de construction de bâtiments ;
 - Avoir une connaissance approfondie du nouveau Cadre Environnemental et Social de la Banque Mondiale ;
 - Avoir une bonne maîtrise du français et de l'anglais.
- **Un Socio-économiste**
Il devra correspondre notamment au profil suivant :
 - Ayant une formation universitaire dans le domaine des sciences sociales ou socio-économique de niveau (BAC + 5) ;
 - Avoir une expérience générale d'au moins cinq (5) ans ;
 - Justifier d'au moins trois (3) année d'expérience dans les études d'impact environnemental et social des projets ;
 - Avoir une bonne maîtrise du français et de l'anglais.
- **Un ingénieur du Génie Civil et Architecte**
Il devra correspondre notamment au profil suivant :
 - Être titulaire d'un diplôme d'Ingénieur de Génie Civil ou Architecte (Bac + 5 minimum) ;
 - Avoir au moins sept (7) ans d'expérience générale ;
 - Avoir participé en tant qu'Expert Génie Civil dans au moins trois (03) projets d'EIES au Cameroun, notamment sur les projets d'infrastructures ;
 - Avoir une bonne maîtrise du français et de l'anglais ;
- **Un Expert Qualité, Hygiène, Sécurité, Environnement (QHSE).**
Il devra correspondre notamment au profil suivant :
 - Avoir une formation universitaire dans le domaine des risques environnementaux (BAC + 5) ;
 - Avoir au moins dix (10) ans d'expérience générale ;
 - Être titulaire d'un ou plusieurs Diplômes ou Certificats dans le domaine de la gestion des risques et environnementale ;
 - Avoir participé en tant qu'Expert QHSE dans au moins trois (3) projets ;
 - Avoir une bonne maîtrise du français et de l'anglais.

- **Autres personnels :**

Le consultant pourra faire appel à d'autres expertises qu'il jugera indispensable (Cartographe, Juriste, expert genre...), selon les besoins nécessaires pour fournir les services conformément au contrat. Les CV de ces autres experts doivent être soumis dans la proposition technique. Bien que non soumis à l'examen préalable de l'autorité contractante, ce personnel doit par ailleurs satisfaire aux normes professionnelles et posséder l'expérience requise pour effectuer son travail de façon sécuritaire et professionnelle ;

-Moyens logistiques (Mobiliers de bureau et ordinateur avec facture d'achat) ;

✓ Trois (03) prestations similaires au moins d'un montant de 20 000 000 FCFA;

□ CV signés et datés pour tout le personnel ;

✓ Diplômes certifiés et présentation des originaux des diplômes sauf ceux du personnel d'appui.

VIII. GRILLE D'ÉVALUATION

Critères d'évaluation	Répartition	Points	
		Nombre	Sous total
Références du Cabinet	Expérience dans les prestations similaires (3 projets et 5 pts par projet)	15 pts	50 pts
	Expérience du Chef de mission (au moins 10 ans pour ce type d'activité)	15pts	
	Diversification des compétences au sein du cabinet (04 spécialisations (cartographe, Juriste, expert dans le genre et un sociologue) et 5 pts par spécialisation)	20pts	
Compétence et capacité du personnel présenté par le Cabinet	Formation spécifique adéquate des experts par rapport à la mission 5 pts par expert	20 pts	40 pts
	Diplôme certifié conforme par une autorité+ CV (1. pt par p. a bien présenté)	05 pts	
	Adéquation des références des experts avec la mission (03 références)	15 pts	
Moyens logistiques	Matériel informatique: Ordinateur portable (04) et un desktop et une imprimante	6 pts	6 pts
Présentation du Dossier	Ordonnancements des pièces	2 pts	4 pts
	Insertion du sommaire	1pt	
	Lisibilité des pièces	1 pt	

IX. DURÉE DE LA MISSION

La période de la mission est sur trois (03) mois.

Les prestations objet du présent Avis de sollicitation à manifestation d'intérêt seront financées par le budget du Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale, Exercices 2024 et suivant.

X. MENTION À INSCRIRE :

Les dossiers de manifestation d'intérêt devront parvenir en cinq (05) exemplaires en français ou en anglais, sous pli fermé, à l'adresse ci-après, au plus tard le 14 JAN 2025 à 10 heures, avec la mention suivante :

« AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N° 07/ASMI/FEICOM/CIPM/2024
DU 3 DEC 2024 POUR LA PREQUALIFICATION DES BUREAUX D'ETUDES, EN VUE DE LA
REALISATION D'UNE ETUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL SOMMAIRE DU
PROJET DE
CONSTRUCTION DE L'IMMEUBLE DEVANT ABRITER LES SERVICES DE L'AGENCE
REGIONALE DU FEICOM POUR LE CENTRE ».

XI. ADRESSE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES :

DIRECTION GENERALE DU FEICOM

Direction de la Mobilisation des Ressources Financières, de la Dépense et de la Comptabilité (Service des Marchés et Approvisionnements), Porte 11, Poste 217 situé à l'ancien site de la Direction Générale du FEICOM.

Quartier Mimboman

BP 718 Yaoundé, FEICOM Rue 4.561, Mimboman Ydé 4^{ème}

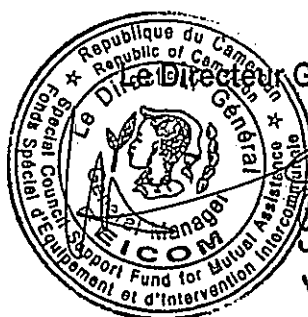
Cameroun

Tel (237) 222 23 51 64- Fax (237) 222 23 17 59

Ampliations :

- MINMAP ATCR ;
- ARMP (pour publication et archivage);
- AFFICHAGE (pour information) ;
- Chronos/Archives.

Yaoundé, le 13 DEC 2024



Le Directeur Général du FEICOM,

Philippe Camille Akou
MAGISTRAT HORS-HIERARCHIE



ISO 9001/14001 certified

SPECIAL COUNCIL SUPPORT FUND FOR MUTUAL ASSISTANCE

HEAD OFFICE

"CALL FOR THE EXPRESSION OF INTEREST No. 7/ASMI/FEICOM/DG/2024 OF

13 DEC 2024

**FOR THE SHORT-LISTING OF CONSULTANCY FIRMS TO CONDUCT A SUMMARY
ENVIRONMENTAL AND SOCIAL IMPACT ASSESSMENT OF THE PROJECT OF
CONSTRUCTION OF THE BUILDING INTENDED TO HOUSE FEICOM'S REGIONAL
SERVICES FOR THE CENTRE**

I. BACKGROUND AND JUSTIFICATION

The Special Council Support Fund for Mutual Assistance (FEICOM) embarked since 2013 on a programme of construction of buildings to house its regional services in the ten (10) regions of the country alongside its Head Office.

To date, in addition to the Head Office building, the buildings housing the regional representations of the organization for the Adamawa, East, Far-North, North, South, South-West and West Regions have already been completed and commissioned, while those for the Littoral and North-West Regions are still under construction.

The schedule for the implementation of the said programme for this financial year envisages, among others, the conduct of a summary environmental and social impact assessment of the construction project of the building intended to house the services of the FEICOM Centre Regional Agency as stipulated in Decree No. 2013/0171/PM of 14 February 2013, to lay down terms and conditions for conducting Environmental and Social Impact Assessments.

The architectural and technical studies of this edifice that were conducted internally by FEICOM's multidisciplinary staff team led to the proposal of a building with:

- Main building: this shall serve as the Regional Agency's headquarters. It will contain space for offices, meeting room, restaurant, etc. necessary for the fulfilment of the various internal and external customers.
- The general archives of FEICOM: That can be used to store all the physical and digital documentation of the institution.
- A multi-purpose hall to be used for the various activities of the institution;

II. Purpose of the service

The General Manager of FEICOM, project owner, hereby launches a call for the expression of interest for the short-listing of consultancy firms capable of carrying out a summary environmental and social impact assessment of the project of construction of the building intended to house the services of FEICOM's Centre Regional Agency.

The objective of the mission is to identify and describe the impacts of the construction project of the building intended to house the services of FEICOM Centre Regional Agency on the environment, and to prescribe mitigation and optimisation measures to be implemented during the execution of the project. This assessment will ensure that the biological, physical and socio-economic environmental concerns are taken into account in the various project operations.

The specific objectives of this assessment include:

- ✓ Identifying and describing the environmental, socio-economic and cultural impacts of the project;
- ✓ Proposing optimisation measures for the positive impacts;
- ✓ Proposing mitigation and/or compensation measures for the negative impacts;
- ✓ Proposing an Environmental and Social Management Plan including an estimate of the costs related to the implementation of the prescribed environmental and social measures;
- ✓ Identifying, if necessary, the population affected by the physical or economic displacement and recalling the steps of identification, evaluation of the assets or loss of income, evaluation of the

compensation and monitoring-evaluation of the compensation actions in accordance with national regulations.

III. NATURE AND CONTENT OF THE SERVICES

The services to be provided by the qualified firm that shall be selected through the restricted national call for tenders shall include the following:

- ✓ Presentation of a general overview of the contents of the document in the form of a non-technical summary in French and in simple English;
- ✓ Presentation of general information on the project, including its nature, its sponsor, and the grounds for the selection of its site, the context of the assessment, the objective of the Environmental, Social and Health Impact Assessment (ESHIA), the methodology and structure of the document;
- ✓ Presentation of the project and its objectives; This description of the project should culminate in the list of activities that may generate an impact;
- ✓ A review of all the legal instruments that govern the protection and management of the environment in Cameroon in relation to the construction of this type of building. The main institutional stakeholders likely to be involved will also be presented;
- ✓ Define a rigorous baseline. First of all, the consultancy firm should demarcate the direct impact area, (the main boundaries that should be established are spatial, temporal, and legal boundaries, as well as the demarcation of the ecosystem and social elements that are relevant and essential to the assessment). Secondly, the firm should describe the relevant elements of the natural and human environments that make up this study area. The demarcation of the study area will limit the amount of information to be collected and analysed to a manageable level;
- ✓ Identify any significant changes in the baseline environmental conditions that may result from the construction and use of the building intended to house the FEICOM Agency in Yaoundé. Once the study establishes that an impact is likely to occur, such an impact should be assessed. In this context, it will consider the positive and negative, direct and indirect and, where appropriate, synergistic, delayed and irreversible impacts associated with the project activities. The possible consequences of disruptive events should also be addressed in this section;
- ✓ Determine appropriate, concrete and realistic environmental, economic and/or social measures to implement for each identified impact. As such, optimisation measures will be proposed for positive impacts while preventive or mitigation measures will be proposed for negative impacts. On the basis of the estimated residual impacts, compensation measures will be proposed;
 The consultant shall consult the main stakeholders concerned or interested in the project and the assessment. These include notably the project sponsor, local administrative, municipal and traditional authorities, officials of devolved State services (MINEPDED, MINDUH, etc.), and the neighbouring populations or settlements;
- ✓ Develop an Environmental and Social Management Plan (ESMP) for each project component which should be concrete, practical and operational. The aim of the ESMP is to ensure the harmonious integration of the envisaged project into its receiving environment. To this end, the ESMP should define the context for the implementation of the measures proposed by the Consultant for the mitigation, optimisation and compensation of the impacts identified during the assessment. Furthermore, in order to ensure that FEICOM's activities are carried out in keeping with sound management principles, the ESMP must establish the framework and conditions for monitoring and following up on the implementation of the said measures.

IV. CONDITIONS OF PARTICIPATION

This call for the expression of interest is addressed to consultancy firms approved by MINEPDED.

V. METHODOLOGY AND/OR APPROACH

In carrying out the ESHIA, the team of consultants shall work in compliance with Decree No. 2013/0171/PM of 14 February 2013 to lay down terms and conditions for conducting Environmental and Social Impact assessments.

VI. QUALIFICATION OR EVALUATION CRITERIA

VI.1 Elimination criteria:

- a) Incomplete or non-compliant administrative file;
- b) Technical score below 70%;
- c) False declaration or forged documents;
- d) Presence of the CV of the same expert in several files;
- e) Absence of MINEPDED approval.

VI.2 Essential criteria:

- a) General presentation of the bid;
- b) The firm's references for similar assignments;
- c) References of key personnel;
- d) Composition of the team;
- e) Logistical resources

VII. ADMINISTRATIVE AND TECHNICAL FILES

For the Administrative File, the following administrative documents shall be required: A stamped letter of expression of interest;

- An attestation of non-exclusion from public contracts issued by ARMP;
- A copy of the stamped certificate of registration;
- A copy of the constituent documents of the consultancy firm or a legalised copy of the registration in the Trade and Personal Property Credit Register;
- A stamped tax clearance certificate;
- A location map signed on honour specifying the municipality of the place of establishment, the name of the neighbourhood and the locality;
- A certificate of non-bankruptcy issued by the Court Registry of the place where the Company's head office is located;
- A certificate of submission issued by NSIF

NB: All tax documents must have been issued within the last (03) three months.

For the Technical File, the following documents must be included:

- a) Each Firm should provide:
 - ✓ A file of technical references containing the references of at least five (05) similar activities carried out within the last five (05) years, indicating the project, the client, the cost of the services, the acceptance reports or payment receipt

✓ A write-up presenting the organisation of the team including various skills:

- **A Socio-Environmental team leader:**

He/she should have the following profile:

- Hold at least a university degree (GCE A-level + 5 years of university studies in environmental sciences or an equivalent qualification;
- Have at least ten (10) years of overall experience including seven (7) in the field of environmental and social management and assessments of projects
- Have participated as Team Leader in at least three (3) environmental and social impact assessments of projects in the last five (5) years, including at least two (2) building construction projects;
- Have in-depth knowledge of the new Environmental and Social Framework of the World Bank;
- Have a good command of French and English.

- **A socio-economist**

He/she should have the following profile:

- Have a university education in the field of social or socio-economic sciences at the level of GCE A-level + 5 years of university education
- Have at least five (5) years' professional experience
- Show proof of at least three (3) years of experience in environmental and social impact assessments of projects;
- Have a good command of French and English.

- **A Civil Engineer and an Architect**

He/she should have the following profile:

- Hold a degree in Civil Engineering or Architecture (At least a GCE A-level + 5 years of university education)
- Have at least seven (7) years of general experience
- Must have participated as a Civil Engineering Expert in at least three (03) ESIA projects in Cameroon, particularly on infrastructure projects
- Have a good command of French and English.

- **A Quality, Health, Safety, Environment (QHSE) Expert**

He/she should have the following profile:

- Have a university training in the field of environmental risks (GCE A-level + 5 years of university education);
- Have at least ten (10) years of general experience;
- Hold one or more Diplomas or Certificates in the field of risk and environmental management
- Have participated as a QHSE Expert in at least three (3) projects;
- Have a good command of French and English.

- **Other staff members:**

The consultant may work with other experts that he deems essential (Cartographer, Lawyer, gender expert, etc.), according to the needs necessary to deliver the services in accordance with the contract. The CVs of these other experts must be included in the technical proposal. Although these other experts are not subject to prior review by the contracting authority, they must also meet professional standards and have the experience required to perform their work in a safe and professional manner;

Logistical means (Office furniture and computer with purchase invoice);

- ✓ At least three (03) similar services amounting to CFA francs 20,000,000;
- ☐ Signed and dated CVs for all team members;
- ✓ Certified diplomas and presentation of original diplomas except those of support staff.

VIII. EVALUATION GRID

Evaluation criteria	Distribution of points	Points	
		Number	Sub-total
References of the consultancy firm	Experience in similar services (3 projects and 5 points per project)	15 points	50 points
	Experience of the Team Leader (at least 10 years in this type of activity)	15pts	
	Diversification of skills within the firm. (04 specialisations and 5 points per specialisation)	20 pts	
Skills and aptitudes of the staff presented by the firm	Specific training of experts in relation to the mission 5 points per expert	20 points	40 points
	Diploma certified by an authority + CV (1 point for each properly presented diploma and CV)	05 points	
	Adequacy of the experts' references with respect to the mission (03 references)	15 points	
Logistical resources	Computer equipment Laptop computer (04) and a desktop computer and a printer	6 points	6 points
Presentation of the file	Ordering of documents	2 points	4 points
	Inclusion of the Table of contents	1 point	
	Legibility of documents	1 point	

IX. DURATION OF THE ASSIGNMENT

The period of the assignment is three (03) months.

The services covered by this Call for the expression of Interest will be financed by the budget of the Special Council Support Fund for Mutual Assistance for the 2024 and follow fiscal years.

X. WORDING TO INCLUDE:

Five (05) copies of the expression of interest files in a sealed envelope in French or English must reach the address below, no later than **24 JAN 2025** at 10:00 a.m. with the following indication:

"CALL FOR THE EXPRESSION OF INTEREST No. 07/ASMI/FEICOM/CIPM/ 2024 OF **13 DEC 2024** FOR THE SHORT-LISTING OF CONSULTANCY FIRMS FOR THE CONDUCT OF AN ENVIRONMENTAL AND SOCIAL IMPACT ASSESSMENT OF THE PROJECT OF CONSTRUCTION OF THE BUILDING INTENDED TO HOUSE THE SERVICES OF FEICOM'S CENTRE REGIONAL AGENCY".

XI. ADDRESS FOR SUBMITTING APPLICATIONS AND FOR OBTAINING FURTHER INFORMATION:

FEICOM HEAD OFFICE

Financial Resource Mobilisation, Expenditures and Accounting Department (DMRFDC), Procurement and Supplies Service (SMA), Room 11, Extension 217 situated at the former site of FEICOM's Head Office.

Mimboman neighbourhood,

P.O. Box 718 Yaoundé, FEICOM, Street 4.561 MIMBOMAN YDE IV

Cameroon

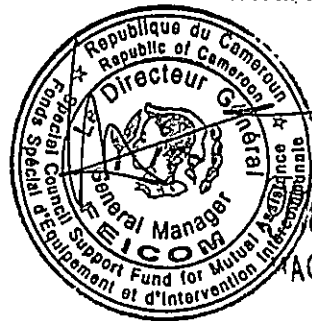
Tel (237) 222 23 51 64- Fax (237) 222 23 17 59

C.c.:

- MINMAP ATRC;
- ARMP (for publishing and archiving);
- NOTICE BOARD (for information)
- Files/Archives

Yaoundé, on 13 DEC 2024

The General Manager of FEICOM,



Philippe Camille Akoa
AGISTRAT HORS-HIERARCHIE